

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OP CORE - DC2**

29 Rue Edith Cavell

—

94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIAT/UD94/SRIC/PESSPVMO/AR/2026/N°233GR  
Code AIOT : 0100029253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement OP CORE implanté 29 Rue Edith Cavell – 94400 Vitry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection menée porte sur deux points :

1. vérification que l'ensemble des non-conformités constatées durant la visite du site le 30/10/2025 ont été levées ;
2. instruction du porter à connaissance (PAC) dans le cadre de la demande de dérogation du point 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 correspondant à la distance d'éloignement des groupes électrogènes (GE) de 10 m par rapport aux limites de propriété. Dans ce PAC, l'exploitant a modélisé les effets thermiques d'un feu de nappe dans les containers GE. L'objectif de cette visite est de vérifier les hypothèses considérées par l'exploitant dans ses modélisations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OP CORE
- 29 Rue Edith Cavell – 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0100029253

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OP CORE, exploite à Vitry-sur-Seine, deux datacenters (DC2 et DC3).

Le datacenter DC2 comporte des groupes froids, des groupes électrogènes, des locaux de charge de batteries, un stockage de fioul enterré et des salles informatiques. Sur l'installation dite DC2, il n'y a pas de récupération de chaleur fatale.

Le site est raccordé à 2 postes EDF.

L'installation est actuellement classée selon les rubriques suivantes :

| Rubrique | Régime | Intitulé de la rubrique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Nature et volume des activités         |
|----------|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| 2910-A-2 | DC     | <p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> | Récépissé de déclaration du 20/02/2026 |
| 1185-2-a | DC     | <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Récépissé du 16/02/2019                |

|        |   |                                                                                                                                                                                                  |                                        |
|--------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
|        |   | étant supérieure ou égale à 300 kg                                                                                                                                                               |                                        |
| 2925-1 | D | Atelier de charges d'accumulateurs électriques<br>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW | Récépissé de déclaration du 03/12/2019 |

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec contrôle périodique ; D : Déclaration ; NC : Non Classé

La réglementation applicable au site est notamment la suivante :

- Arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Arrêté ministériel du 04/08/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;
- Arrêté ministériel du 29/05/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateur (ateliers de charge d') ».

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Contrôle périodique 2910   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article point 1.1.2 annexe I | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 4  | Dispositions constructives | Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article point 2.4.1 annexe I | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                                        | Autre information |
|----|--------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Modifications AIOT       | Code de l'environnement, article R.512-54                      | Sans objet        |
| 3  | Contrôle périodique 1185 | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article point 1.1.2 annexe I | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, 2 non-conformités ont été constatées :

- la demande de dérogation du point 2.1 de l'annexe I déposée par télédéclaration le 20/02/2026, n'est pas complète ;
- le local 106 ne possède pas les caractéristiques de résistance au feu prescrites par le point 2.4.1 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications AIOT

|                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-54                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications AIOT                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.</p> <p>S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>III. - Les nouvelles déclarations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les déclarations initiales.</p>                                                                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>A la suite de la visite d'inspection du 30/10/2025</b>, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser une déclaration de modification et une évacuation des deux groupes électrogènes non utilisés.</p> <p><b>Par télédéclaration du 20/02/2026</b>, l'exploitant a procédé à une démarche de déclaration de modification d'activité concernant la puissance totale des groupes électrogènes présents sur le site (2910-A-2 [DC]), conforme à l'article R.512-54 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant indique que 2 groupes électrogènes ont été supprimés et démantelés.</p> <p><b>Lors de la visite du site</b>, l'inspection a constaté que les groupes électrogènes avaient été démantelés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les groupes électrogènes ont été repris par un autre industriel et que les huiles ont été évacuées par les prestataires PROCUV et VEOLIA. L'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets correspondants.</p> <p><b>La télédéclaration du 20/02/2026 ainsi que l'évacuation des groupes électrogènes, constatée sur site permet de remédier à la non-conformité associée à l'article R.512-54 du code de l'environnement constatée durant la visite d'inspection du site le 30/10/2025.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

## N° 2 : Contrôle périodique 2910

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article point 1.1.2 annexe I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique 2910</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans</p> |

le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

## Constats :

### I. Suite de l'inspection du 30/10/2025 :

**Lors de la visite d'inspection du 30/10/2025**, il avait été constaté que contrairement aux dispositions du point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 04/08/2014, l'exploitant n'avait pas réalisé de contrôle périodique pour ses installations de combustion (groupes électrogènes soumis à la rubrique 2910-A-2 [DC]) dans les temps (le dernier contrôle complémentaire datant du 08/01/2020) et n'avait pas transmis de plan d'action pour lever les autres non-conformités constatées en 2020 par le bureau de contrôle.

Il a été également demandé à l'exploitant de faire des demandes d'aménagements à l'arrêté ministériel sus-visé en cas de non-conformités persistances ne pouvant être levées d'un point de vue technico-économique.

**Par courriel du 30/12/2025**, l'exploitant a communiqué à l'inspection le contrôle périodique de la rubrique 2910-A-2 [DC] réalisé le 10/12/2025 par la société SOCOTEC.

Lors de ce nouveau contrôle périodique, SOCOTEC n'a pas constaté de non-conformités (NC) majeures mais 9 autres non-conformités sont relevées. Une des non-conformités constatée durant le contrôle périodique du 08/01/2020 est à nouveau constatée par SOCOTEC le 10/12/2025. Elle porte sur le point 2.1. de l'annexe I de l'arrêté ministériel : la distance entre les limites de propriété et les installations de combustion, qui est inférieure à 10 mètres. **L'exploitant a transmis une demande de dérogation de l'arrêté ministériel pour ce point. (Cf II du présent point de contrôle)**  
**Les demandes précédentes (inspection du 30/10/2025) ont été suivies d'effets.**

Le bureau d'études BCFI mandaté par l'exploitant pour lever les NC restantes était présent lors de la visite. Il a présenté à l'inspection le plan d'action de mise en conformité envisagé. L'inspection prend note des mesures prises par l'exploitant. Il appartient à l'exploitant de lever les NC restantes. Une prochaine visite pourra être réalisée sur ces points.

### II. Instruction du porter à connaissance concernant la demande de dérogation du point 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé :

Par télédéclaration du 20/02/2026, l'exploitant a transmis une demande de dérogation du point 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 portant sur les "Règles d'implantation", porté au travers d'un porter à connaissance réalisé par la société DEKRA. **Ce porter-à-connaissance, qui a fait l'objet d'échanges avec l'exploitant lors de la visite d'inspection est en cours d'instruction et fera l'objet d'une demande de compléments dans un rapport distinct.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 3 : Contrôle périodique 1185

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article point 1.1.2 annexe I

**Thème(s) :** Autre, Contrôle périodique 1185

**Prescription contrôlée :**

**(Arrêté du 22 octobre 2018, article 8.2 point 1)**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « <b>Objet du contrôle</b> ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « <b>le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure</b> ».</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Lors de la visite d'inspection du 30/10/2025</b>, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé, conformément au point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 04/08/2014, le contrôle périodique pour ses installations soumises à la rubrique 1185-2-a [DC] dans les temps et n'avait pas transmis le plan d'action pour lever les autres non-conformités constatées par le bureau de contrôle le 08/01/2020.</p> <p><b>Par courriel du 30/12/2025</b>, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées le contrôle périodique pour la rubrique 1185-2-a [DC] daté du 10/12/2025 et réalisés par la société SOCOTEC.</p> <p>Lors de ce nouveau contrôle périodique, SOCOTEC a constaté 2 non-conformités majeures et 2 autres non-conformités qui n'avaient pas été précédemment constatées.</p> <p>Les non-conformités majeures relevées durant le contrôle périodique du 08/01/2020 relatives à la rubrique 1185 ont donc été levées.</p> <p><b>La transmission par courriel du 30/12/2025 du contrôle périodique réalisé par la société SOCOTEC ainsi que la mise en place de plans d'actions correctives sur les non-conformités constatées pour le contrôle périodique du 08/01/2020 permet de remédier à la non-conformité associée au point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 04/08/2014 constaté durant la visite d'inspection du site le 30/10/2025.</b></p> <p>Le nouveau contrôle périodique relevant des non-conformités majeures, l'inspection rappelle que conformément à l'article R512-59-1 du code de l'environnement, l'exploitant dispose d'un délai d'un an pour lever ces non-conformités et faire réaliser un contrôle complémentaire.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 4 : Dispositions constructives

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article point 2.4.1 annexe I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Comportement au feu</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;</li> <li>- couverture incombustible ;</li> <li>- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</li> <li>- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;</li> <li>- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**Lors de la visite d'inspection du 30/10/2025**, l'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas justifié que les locaux abritant les installations de charge d'accumulateurs (2925-1 [D]) respectaient les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales prescrites par le point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.

**Par courriel du 30/12/2025**, l'exploitant a transmis le rapport de reconnaissance et de qualification REI des éléments porteurs et séparatifs, réalisé par le bureau de contrôle BCFI le 19/12/2025 (Réf : BCFI-DIAG-PE-SI-RDC-100-A).

L'étude concerne les salles de stockage des ateliers de charge d'accumulateurs (batteries au plomb) 106, 107 et 109 et porte sur les murs et les voiles (béton armé, maçonnerie, doublages) ainsi que sur les planchers. L'analyse du degré coupe-feu des structures permet au bureau d'études de faire la conclusion suivante :

| Zone (RDC)            | Élément / repère   | constat                                               | Exigence EI120 |
|-----------------------|--------------------|-------------------------------------------------------|----------------|
| Salle 106             | M0.1-106           | Parpaing perforé 15 cm + BA13                         | REI >= 120     |
| Salle 106             | M0.2-106           | Carreaux de plâtre 7 cm                               | REI >= 120     |
| Salle 106             | M0.3-106           | Parpaing perforé 15 cm + polystyrène 5 cm + BA13      | REI >= 120     |
| Salle 106             | M0.4-106           | Parpaing perforé 15 cm + polystyrène 5 cm + BA13      | REI >= 120     |
| Salle 106             | R0.1-106           | Carreaux de plâtre 7 cm                               | REI >= 120     |
| Salle 106             | R0.2-106 (trémies) | Mousse PU expansive + Carreaux de plâtre 7 cm         | REI >= 120     |
| Salle 106             | R0.3-106           | Mousse PU expansive + planches en bois                | Non conforme   |
| Salle 107             | M0.1-107           | Parpaing perforé 15 cm + BA13                         | REI >= 120     |
| Salle 107             | M0.2-107           | Carreaux de plâtre 7 cm                               | REI >= 120     |
| Salle 107             | M0.3-107           | Parpaing perforé 15 cm + polystyrène 5 cm + BA13      | REI >= 120     |
| Salle 107             | M0.4-107           | Mur béton armé 20 cm ; enrobage 2cm+ BA13             | REI >= 120     |
| Salle 107             | R0.1-107           | Carreaux de plâtre 7 cm                               | REI >= 120     |
| Salle 109             | M0.1-109           | Parpaing perforé 15 cm + BA13                         | REI >= 120     |
| Salle 109             | M0.2-109           | Mur béton armé 20 cm ; enrobage 2cm+ BA13             | REI >= 120     |
| Salle 109             | M0.3-109           | Parpaing perforé 15 cm + BA13                         | REI >= 120     |
| Salle 109             | M0.4-109           | Parpaing perforé 15 cm + BA13                         | REI >= 120     |
| Salle 106, 107 et 109 | P0.1-109           | Dalle alvéolée 23 cm ; enrobage 3,5 cm + flocage 1 cm | REI >= 120     |
| Salle 106, 107 et 109 |                    | Dalle béton armé de 20cm                              | REI >= 120     |

Des mousses expansives ainsi que des planches en bois ont été utilisées pour reboucher des trous formés dans les murs du local 106.

Le bureau de contrôle émet des préconisations pour que le local 106 soit à nouveau conforme :

- « *traiter systématiquement les traversées (câbles, chemins de câbles, gaines, tuyauteries) par des dispositifs coupe-feu justifiés EI 120 (colliers, manchons, mastics, mortiers, calfeutrements), et remettre à niveau les joints périphériques* » ;
- « *traiter le remplissage de trémie non conforme (R0.3-106 : mousse PU + planche bois) : déposer l'existant et mettre en œuvre un comblement EI 120 justifié, continu sur toute l'épaisseur (solution minérale type maçonnerie, carreaux de plâtre, ou système coupe-feu certifié), avec traitement des joints périphériques et continuité avec les parois adjacentes* » ;
- « *points de vigilance généraux (toutes zones) : vérifier la continuité des performances au droit*



*des jonctions paroi/plancher, paroi/paroi, et au droit des réservations et rebouchages (absence de discontinuité, de vides, et de tout matériau combustible non justifié) ».*

**Lors de la visite du site**, l'inspection a constaté la présence d'un bon de commande au bureau d'études BCFI ainsi qu'un devis de SERPIB - Industrie pour mettre en œuvre les travaux de remédiation. Par ailleurs, l'inspection a pu constater la présence de trous rebouchés par la mousse expansive et les planches en bois, évoqués par le bureau d'études BCFI au niveau du local 106.

**La transmission du rapport d'études du bureau BCFI par courriel le 30/12/2025 démontre que le local 106 ne respecte pas les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales prescrites par le point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le justificatif démontrant que le local 106 respecte les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales prescrites par le point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

|  |
|--|
|  |
|--|

|  |
|--|
|  |
|  |

•